

PROCEDURE CONCURRENTIELLE AVEC NEGOCIATION
n° OIB/2021/CPN/0065

« Prestations de services dans le domaine de la restauration pour la Commission européenne en Région de Bruxelles-Capitale et Overijse »

Annexe II.6

Modalités des dispositions relationnelles applicables entre les parties

Table des matières

1.	Contexte	2
2.	Description des relations.....	2
2.1.	Modalités données par la CE	2
3.	Modalités d'exécution.....	2
3.1.	Description	2
3.2.	Communication entre CE et contractant.....	3
3.3.	Autorité du contractant et relations techniques.....	3
4.	Profils et fonctions.....	3
4.1.	Description des relations par profil.....	3
4.2.	Fonction du coordinateur du contractant.....	3
4.3.	Fonction du coordinateur de la Commission	4
5.	Sous-traitance.....	5

1. CONTEXTE

Les prestations de services seront exécutées dans le cadre du contrat-cadre **de services et de la présente annexe pour les modalités relationnelles applicables entre les parties.**

Les services prévus dans le contrat-cadre sont explicitement détaillés dans les documents du présent cahier des charges. La présente annexe précise le cadre détaillé et exhaustif des instructions qui peuvent être données par la Commission aux prestataires. Ces dispositions pourront éventuellement être adaptées durant l'exécution et l'évolution du contrat cadre de services, au moyen d'un nouvel écrit qui sera établi entre les parties.

Les prestataires de service proposés par le contractant auprès de la CE ne peuvent en aucune manière conduire à une relation employeur/employé entre ceux-ci et la Commission.

2. DESCRIPTION DES RELATIONS

2.1. Modalités données par la CE

La Commission donne les instructions au sujet des obligations en matière de risques et bien-être sur le lieu de travail (port de vêtements de travail, équipements et mesures de sécurité, fonctionnement des machines et matériels, etc.).

En outre, le contractant recevra toutes les instructions nécessaires à la bonne exécution des prestations. Toutes les instructions sont détaillées dans le cahier des charges et ses annexes. Il incombera au contractant de les faire respecter par son personnel affecté aux prestations.

Les instructions qui peuvent être données directement par la Commission aux prestataires du contractant sont:

- La manière dont le travail convenu doit être exécuté (l'approche, les moyens, le personnel d'appoint);
- L'organisation générale et individuelle ;
- Les résultats à atteindre par les prestataires;
- Le calendrier des réunions obligatoires.

Les documents constitutifs du cahier des charges détaillent quelles sont les modalités organisationnelles exigées par la Commission, et la nature des échanges qui peuvent être établies entre celle-ci et les prestataires. Celles-ci peuvent éventuellement être adapté durant l'exécution des services.

3. MODALITES D'EXECUTION

3.1. Description

En pratique, l'exécution effective du contrat-cadre de service entre la Commission et le prestataire est définie dans les dispositions du cahier des charges et ses annexes, et doit correspondre expressément à ce qui est prévu.

3.2. Communication entre CE et contractant

La Commission transmet les directives via le (les) coordinateur (s) du contractant qui est (sont) l'interlocuteur principal et présent sur les lieux d'exécution pour donner les instructions aux prestataires du contractant.

Les instructions sont données par le coordinateur du contractant aux prestataires de service et non par la Commission. Cela suppose également que les coordinateurs soient engagés sous contrat de travail direct avec le contractant ou bien avec son cotraitant, sous-traitant.

3.3. Autorité du contractant et relations techniques

Le point 8 « Description des tâches » des spécifications techniques définit les moyens mis en place pour communiquer avec le contractant

Au vu de la nature des prestations de services, objet du présent contrat, il est évident que pendant l'exécution des tâches, la Commission aura des échanges techniques et des communications professionnelles directs avec les prestataires du contractant sans pour cela exercer une quelconque autorité patronale.

Ces contacts directs sont strictement de nature technique et inhérentes aux bonnes pratiques professionnelles dans l'exercice des prestations de service dans le domaine de l'HORECA et ne constitue pas un quelconque lien de subordination

4. PROFILS ET FONCTIONS

4.1. Description des relations par profil

Le Contractant disposera de prestataires de service ayant les profils pour répondre aux exigences des descriptions de prestations prévues à l'annexe II.4 « Descriptions des prestations par poste ».

4.2. Fonction du coordinateur du contractant

Le contractant nommera un ou plusieurs coordinateur(s) qui effectuera(ont) les tâches de coordination, et veillera (ont) au respect des tâches suivantes :

- La bonne intégration des prestataires de service dans les structures de la CE mises à disposition pour l'exécution du contrat;
- L'organisation des horaires de travail de chaque prestataire dans les périodes de service prévues;
- Au respect que chaque prestataire soit à la bonne place, et exécute les tâches inhérentes à sa position et à sa fonction dans le respect des standards de qualité mentionnés dans la description des fonctions (annexe II.4) ;
- Organisera toutes les démarches nécessaires afin que les prestataires puissent avoir accès aux bâtiments de la CE.
- L'intégration par les prestataires de services des échanges techniques et communications professionnels directs
- Être le premier interlocuteur contractuel des représentants de la Commission et veiller au respect des obligations du contrat-cadre ;

- Veiller à la bonne exécution des prestations forfaitaires par exploitation en fonction du volume de prestations contractuelles à réaliser;
- Transmettre à la Commission toute suggestion d'exécution concernant les prestations et notamment les menus et fiches techniques ;
- Suivi de la production et mise en place du service ;
- Définir et suivre le planning des prestations ;
- Gérer les incidents se produisant en rapport avec la mise en œuvre des prestations prévues dans le contrat cadre, le renforcement d'un dispositif, les prestations d'urgence particulières.
- Recevoir et gérer les contacts avec la Commission ;
- Signer et transmettre les relevés de prestations
- Assurer le suivi et contrôle et prendre toutes les mesures utiles de premier niveau pour assurer un service de qualité vis-à-vis des clients des Restaurants et Cafétérias.
- prendre toutes les décisions au nom du contractant et pouvoir être contacté à tout moment en cas de besoin urgent (incidents, renforcement d'un dispositif, prestations d'urgence particulières, etc.).
- Participer au nom du contractant aux réunions de coordination régulières

4.3. Fonction du coordinateur de la Commission

La Commission nommera un ou plusieurs coordinateur (s) comme point (s) de relation contractuelle pour la coordination des prestations self-services et cafétérias et autres prestations forfaitaires et chargé(s) des tâches suivantes :

- Être le premier interlocuteur contractuel et veiller au respect des obligations du contrat-cadre y compris dans le suivi des critères inhérents à l'hygiène / Sécurité et aux descriptions de fonctions (annexeII.4)
- Définir et suivre les prestations forfaitaires par exploitation en fonction du volume de prestations contractuelles à réaliser;
- Transmettre au contractant les menus et fiches techniques et suivi de premier niveau;
- Définir et suivre le planning des prestations ;
- Gérer les incidents, le renforcement d'un dispositif, les prestations d'urgence particulières
- Recevoir et gérer les contacts avec le contractant et son (ses) coordinateur(s);
- Suivre l'intégration par les prestataires de services des échanges et communications professionnels directs
- Recevoir les relevés de prestations
- Assurer le suivi et le contrôle des prestations telles que définies dans le contrat cadre et prendre toutes mesures utiles de premier niveau pour la gestion du contrat.

5. SOUS-TRAITANCE

La sous-traitance n'est pas admise sans accord préalable de la Commission. En cas de sous-traitance le contractant veille à ce que le niveau des prestations soit identique et que toutes les conditions énumérées dans le cahier des charges restent strictement d'application. En particulier, ceci étant une condition substantielle pour obtenir l'accord préalable de la Commission, le contrat de sous-traitance répercutera la teneur des instructions pouvant être données par les coordinateurs du contractant aux travailleurs de son sous-traitant en reproduisant les présentes dispositions relationnelles entre les parties, telles qu'adaptées en tant que de besoin durant l'exécution et l'évolution du contrat cadre de services.

Le contractant reste le seul interlocuteur de la CE. De manière générale, les prestations effectuées en sous-traitance sont régies par les dispositions de l'art. II.10 des conditions générales du contrat cadre.
